

# « Je ne suis pas candidate à ma réélection à la mairie de Montreuil »

Publié le 25 novembre 2013 dans [A Montreuil](#)

J'étais une très jeune femme quand je me suis engagée en politique, il y a plus de trente ans. Mai 68 était passé par là, et nous croyions de toutes nos forces qu'on pouvait « changer la vie ».

Avec d'autres, je me suis lancée à corps perdu dans la construction du mouvement écologiste. Nous étions écologistes, féministes, non-violents, européens. Nous pensions qu'une démocratie se juge à la qualité de ses contre-pouvoirs, au soin apporté aux plus faibles de ses membres, à l'émancipation et à l'autonomie des personnes, au haut niveau de solidarité entre elles.

Très vite, nous ne nous sommes plus contentés d'alerter ceux qui nous gouvernent sur les risques d'un mode de développement goulu et injuste ; de les critiquer pour leur indifférence ou leur déni de ce que nous pensions être non pas une crise passagère, mais un nouvel état du monde ; de les convaincre qu'il était contre-productif d'opposer justice sociale et environnement, et que c'étaient les mêmes causes qui expliquaient l'exploitation des hommes et celles des ressources naturelles.

Nous nous sommes présentés aux élections, pour aider à engager les chantiers nécessaires, pour prouver qu'on pouvait faire autrement, pour répondre aussi à la soif d'une mouvance militante qui expérimentait, inventait, proposait des solutions nouvelles pour demain.

Ce fut, et c'est toujours, une œuvre collective. J'y ai pris ma part, en combattant le « ni-ni » et en ancrant les Verts à gauche. Au Conseil régional dans les années 80, au Parlement européen dix ans après, plus tard encore au Sénat, j'ai soutenu l'agriculture paysanne et l'économie solidaire, les sans papiers de St Bernard et l'Europe, la parité et le mariage pour tous, le désarmement nucléaire et la protection des océans, la transition énergétique et la lutte contre les paradis fiscaux. Première ministre écologiste de l'histoire de notre pays, dans le gouvernement de Lionel Jospin, j'ai prouvé – comme le font aujourd'hui Cécile Duflot et Pascal Canfin, que je soutiens de toutes mes forces – qu'on pouvait assumer de lourdes responsabilités sans se renier.

En 2008, à la tête d'une liste de citoyens, « vraiment de gauche, vraiment différents », j'ai été élue maire de Montreuil – une ville « détenue » jusque-là, et depuis 75 ans, par le parti communiste et depuis un quart de siècle par une personne qui mit en scène tour à tour son appartenance au parti (qui le fit roi) et sa prise de distance avec lui.

Écologistes, socialistes, membres de la société civile, nous avons énormément travaillé.

Nous avons inventé un pouvoir plus collégial, ouvert à la contestation les colonnes du journal municipal, soutenu les initiatives habitantes, mis en place des procédures transparentes et équitables d'attribution des logements, des places en crèche, des marchés publics, dissous les officines opaques, rompu avec le clientélisme, et parfois le communautarisme qui rongeaient la vie municipale.

Nous avons redressé les finances de la ville, et celles de l'hôpital, en quasi-faillite en 2008, et mené à bien des chantiers engagés – et parfois enlisés – depuis des années, dans le quartier de la Mairie, dans le quartier Bel Air Grands Pêchers, construit et rénové selon les meilleurs standards écologiques des milliers de logements, réhabilité des dizaines de bâtiments dégradés et remis aux normes minimales de sécurité un grand nombre d'équipements municipaux qui étaient vétustes, archaïques et dangereux. Nous avons pris à bras le corps des questions peu populaires, comme l'insertion des Roms ou la reconstruction des foyers africains insalubres. Nous avons bâti et rénové des écoles, des crèches, des centres sociaux, des théâtres. Et une piscine écologique, et un cinéma de six salles, et un nouveau marché, et un nouveau centre de santé dans un quartier déserté par la médecine de ville.

Nous avons engagé notre ville dans la construction d'une intercommunalité de bon calibre et obtenu des extensions de lignes de tramway et de métro attendues depuis 30 ans.

Nous avons lutté contre les violences faites aux femmes et contre l'homophobie, conduit des Assises de la Culture, mis en place un Forum des Jeunes, résorbé la précarité et amélioré les conditions de travail des agents de la ville.

Nous avons innové socialement et écologiquement, de l'épicerie solidaire aux jardins partagés, et – convaincus que l'écologie n'a de sens que si elle est populaire, que si elle permet de faire reculer les injustices et les inégalités – engagé cette grande ville de banlieue dans la transition écologique.

Tous le disent, qui ne sont pas forcément de fervents supporters : nous avons fait bouger les lignes, et dans tous les domaines contribué à transformer Montreuil en profondeur.

A la tête de cette équipe, et de cette ville incroyable, j'ai vécu une aventure passionnante, stimulante sur le plan intellectuel et infiniment riche sur le plan humain. Jamais je n'ai ressenti aussi fort la conviction d'être utile, de peser sur le cours des choses, au plus près des hommes et des femmes qui vivent, travaillent, apprennent, aiment, créent à Montreuil.

Et pourtant, j'ai pris la lourde décision de ne pas me représenter en mars.

Parce que je souffre profondément de la dégradation de la vie politique et du climat qui conduit, à Montreuil comme ailleurs, à englober tous les politiques d'une même suspicion, et de plus en plus souvent d'un même mépris, ceux qui ne cumulent pas comme ceux qui cumulent, ceux qui sont intègres comme ceux qui sont corrompus, ceux qui brossent leurs clientèles dans le sens du poil comme ceux qui refusent d'accorder des passe-droits, y compris à leurs plus proches amis ;

Parce que je mesure que, pour être réélue, je devrais me résoudre à des compromis, à des alliances, à des prises de position, qui bousculent mes valeurs et mes convictions et me conduiraient à ne plus me ressembler ;

Parce que je n'ai juste plus envie d'être la personne qu'il faudrait être pour résister imperturbablement aux banderilles plantées, à longueur de temps, au cours de conseils municipaux interminables, aux terrasses des cafés, dans les halls d'immeuble, à la sortie des écoles, par des gens dont le seul projet est de reconquérir ce qu'ils considèrent comme leur bien, leur fief, à n'importe quel prix.

Je refuse de partir en campagne en promettant logements et jobs « à la mairie » à tour de bras, comme le font certains de mes adversaires depuis des mois ; de garantir à toute personne rencontrée dans la rue que sa demande, même injustifiée, sera traitée « en priorité », que son dossier, même mal foutu, sera placé « sur le dessus de la pile » ; de promettre à chaque dirigeant d'association évoquant sans pudeur l'imminence des élections une augmentation de sa subvention annuelle.

Je refuse de « rendre coup pour coup », d'user du mensonge, de la calomnie et de l'insulte, tout comme je refuse l'intimidation physique et les menaces de « placardisation » dressées aux agents municipaux constamment instrumentalisés.

Je refuse d'user de la démagogie la plus abjecte et d'arguments aux relents lepénistes – sur l'insécurité, sur les Roms – pour frapper à l'estomac les électeurs les plus fragiles ; de cautionner l'entrisme associatif et l'instrumentalisation des corps intermédiaires, qui colorent d'une caution citoyenne des manœuvres bassement politiciennes.

Il se trouvera sans doute des commentateurs de la vie locale pour ricaner de mon choix, pour évoquer « la peur de perdre » ou « la fatigue émotionnelle ». Comme si le risque de perdre n'était pas inscrit dans le génome de ceux qui, comme moi, assument leur engagement dans un parti loin d'être majoritaire et leur refus obstiné de baiser la bague de quelque parrain que ce soit. Comme si mon rejet de la violence qui résume la vie politique de Montreuil, des rumeurs sordides, des attaques personnelles, était le signe d'une fragilité bien féminine...

Je veux les rassurer : je suis en pleine forme. Je mesure le chemin parcouru, et en éprouve une vraie fierté. Je mesure aussi celui qui reste à parcourir pour conquérir la majorité culturelle qui, seule, garantira un soutien populaire durable au changement que j'espère et pour lequel je me bats.

J'assumerai évidemment mes responsabilités de maire jusqu'au dernier jour de mon mandat, dans le souci de l'intérêt général, avec tous les membres de mon équipe, une équipe unie dont je suis fière. Je veillerai à la continuité du service public et au respect des agents municipaux dans cette période. Et j'assurerai, contrairement à ce que j'ai vécu en 2008, une transmission des dossiers qui garantisse une parfaite continuité du service public, dans l'intérêt de la ville et des habitants, quel que soit le nom de mon successeur.

**Dominique Voynet**